

PREFET DE L'HERAULT

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service Infrastructures, Éducation et Sécurité Routière
Unité Mobilité, Bruit et Publicité

Affaire suivie par : Mme Sylvie BOCHATON

Mail : sylvie.bochaton@herault.gouv.fr

Tél. : 04 34 46 61 39

PJ : annexes

Recommandée AR

Montpellier, le **7 AOUT 2019**

Le Préfet de l'Hérault

à

Monsieur le Maire

Place de L'Hôtel de Ville

34110 Frontignan

**AVIS DE SYNTHESE DES SERVICES DE L'ETAT
sur le règlement local de publicité de la commune de FRONTIGNAN**

Par délibération en date du 9 avril 2019, notifiée à mes services le 10 mai 2019, votre conseil municipal a arrêté le projet de règlement local de publicité (RLP).

En application des articles L.581-14-1 du code de l'environnement et L.153-16 du code de l'urbanisme, je vous fais parvenir mon avis.

Mes observations sur ce projet de RLP vous sont présentées en 2 parties :

- Synthèse des points rédhibitoires qui doivent être impérativement modifiés ;
- Préconisation visant à améliorer la qualité du document, en particulier pour faciliter sa lisibilité et sa mise en œuvre.

Compte tenu de l'ensemble des observations formulées dans le présent avis, j'émet un avis favorable sous réserve de prise en compte des points de la première partie sur le projet de RLP arrêté de votre commune.

Je vous précise enfin que conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme, vous devez inclure les avis des personnes publiques au dossier d'enquête publique.

Une fois approuvé, le règlement local de publicité est annexé au PLU en vigueur, et mis à disposition du public sur le site internet de la commune.

Mes services se tiennent à votre disposition afin d'examiner avec vous les suites à donner au présent avis..

PJ Le Préfet,

C. Indjirdjian
Pour le Préfet de l'Hérault
et par délégation
Le Directeur-adjoint

Cédric INDJIRDJIAN

Première partie : points essentiels à modifier dans le RLP

1 - La délimitation des agglomérations doit être affinée et justifiée :

Un des principes fondamentaux du droit de la publicité extérieure est d'interdire la publicité hors agglomération et de l'admettre en agglomération.

L'article L.581-7 du code de l'environnement (CE) qui fixe ce principe précise que l'agglomération est définie en vertu des règles du code de la route : l'agglomération se définit comme « l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis, rapprochés, et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou le borde (Art R.110-2 code de la route). Les limites d'agglomération (et par conséquent l'emplacement des panneaux) sont fixées par des arrêtés municipaux.

De plus, l'implantation des panneaux d'entrées/sorties doit épouser les limites du bâti rapproché, on dit alors que la notion matérielle de l'agglomération (immeubles rapprochés) et sa notion formelle (panneaux d'entrées/sorties) se superposent.

Si ce n'est pas le cas, peu importe l'implantation des panneaux, c'est la « réalité physique » de l'agglomération qui prévaut, à savoir la présence du bâti rapproché. En dehors de cette zone, la publicité demeure donc interdite.

L'article L.581-78 du CE exige également la présence d'un document graphique où les limites de l'agglomération sont représentées, ainsi que les arrêtés municipaux, parmi les annexes du RLP.

L'élaboration du RLP est une occasion de mettre à jour la signalisation relative aux entrées et sorties de ville. Par exemple, **chaque zone de publicité doit disposer de panneaux d'entrées/sorties.** Or, les zones d'activités du Barnier, Horizon Sud et La Peyrade n'en disposent pas.

Les annexes du projet de RLP contiennent une carte satellite avec les points des panneaux d'entrées et sorties. Or, son échelle ne permet pas d'identifier l'ensemble des panneaux dont certains se chevauchent.

La carte satellite pourra utilement être remplacée par une carte sur fond cadastral à une échelle permettant de visualiser la localisation de l'ensemble des panneaux d'entrées/sorties. Les arrêtés municipaux correspondant devront être joints à cette annexe.

2 - Le zonage :

Quatre zones de publicité (ZP) sont instituées sur l'ensemble des zones agglomérées de la commune.

- En ZP1 et ZP2, les publicités et pré-enseignes sont interdites afin de préserver la qualité paysagère des vues existantes dans ces secteurs sensibles (entrées de ville, bords du canal, cônes de vues, abords des monuments historiques...).
- En ZP3, les publicités et pré-enseignes restent soumises à la réglementation nationale applicable aux agglomérations de moins de 10 000 habitants, avec une réduction de la densité. Dans cette zone, seront autorisées uniquement les publicités et pré-enseignes sur mur ou clôture aveugle dans la limite de 4 m² et 6 m de hauteur et un seul dispositif par unité foncière .
- En ZP4, correspondant a une agglomération de plus de 10 000 habitants, les surfaces des publicités et pré-enseignes sont réduites de 12 m² à 4 m² par rapport au RNP limitées à un dispositif par unité foncière.

La publicité numérique sera limitée à 2 m² et la plage d'extinction nocturne amplifiée, afin d'éviter une pollution visuelle et lumineuse trop importante.

La carte de zonage pour l'ensemble du territoire n'est pas lisible au format A4, elle devra être complétée par une carte sur fond cadastral pour chaque zone de publicité.

Certains périmètres de zones de publicités sont à revoir :

- Un secteur peu bâti, classé Nd, au PLU a été intégré à la ZP3. En covisibilité avec le canal du Rhône à Sète, l'ambiance y est plutôt naturelle. Le règlement de la zone Nd figurant dans le PLU ne semble pas compatible avec l'installation de dispositif publicitaire (cf. annexe 2).

Le caractère paysager de ce secteur justifie qu'il soit soustrait de la zone de publicité ZP3, pour être en zone hors agglomération.

- Les secteurs situés au sud du quai de Caramus et du quai Jean-Jacques Rousseau sont déconnectés physiquement de l'agglomération centrale par le canal du Rhône à Sète.(cf. **annexe 3**)

Le secteur du quai des jouteurs est quant à lui séparé de l'agglomération principale par la voie ferroviaire, il est en covisibilité avec les abords des monuments historiques et le canal.

Ces trois secteurs très peu bâtis sont classés en ZP4 permettant les dispositifs au sol et les publicités numériques sur mobilier urbain.

De plus, ces dispositifs auront incontestablement un impact paysager négatif incompatible avec l'orientation n°1 du projet de RLP : « limiter la place des dispositifs publicitaires au sol qui peuvent avoir un impact important sur le paysage communal ». Par ailleurs, le PADD du PLU a pour objectif la mise en valeur des abords du canal du Rhône à Sète, notamment dans la traversée de la zone urbaine.

Enfin, l'ambiance des lieux en bordure de canal nécessite une protection de ce cadre de vie et n'est pas compatible avec des dispositifs autorisés dans l'agglomération de plus de 10 000 habitants.

Un classement en ZP3 ou hors agglomération devra être effectué en fonction de la délimitation de l'entrée d'agglomération qui pourrait être fixée après le passage du pont en arrivant sur le quai Voltaire.

Deuxième partie : points à améliorer dans le RLP

1 - La ZP2, secteurs de sensibilité paysagère

Le titre 1 article 3 du règlement renverra à la carte de zonage plutôt qu'à l'énumération des secteurs, source de confusion et de contentieux éventuels.

Vous veillerez au classement en ZP2 des parcelles cadastrées CT12 et CT153 à l'angle de la rue du mas de Chave et du boulevard Maréchal Juin afin de conserver le point de vue paysager sur ce secteur non bâti en bord du futur boulevard urbain (cf. annexe 4).

2 - La publicité lumineuse :

Il serait utile d'inclure le lexique figurant en annexe dans la partie réglementaire.

La définition de la publicité lumineuse y est incomplète et peut être source de confusion pour la ZP3 (art 7 et 8).

Il existe trois catégories de publicité lumineuse : la publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence, la publicité lumineuse autre qu'éclairées par projection ou transparence et la publicité numérique, sous catégorie de la précédente.

Ces trois catégories de publicités sont soumises à la règle d'extinction nocturne, défini de 23h à 6h dans le document (au lieu de 1h à 6h sur le règlement national).

3 – Partie réglementaire :

- Les articles 7 et 8 font références aux publicités lumineuses en ZP3. Il convient de préciser « publicité lumineuse éclairée par projection ou par transparence ».

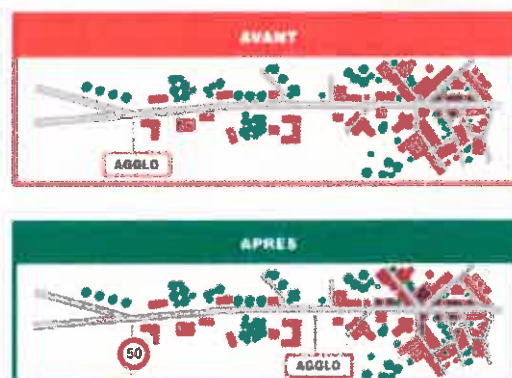
Les autres publicités lumineuses sont interdites en agglomération de moins de 10 000 habitants', donc en ZP3,

- Il pourrait enfin être fait usage dans le RLP de l'article L.581-14 du code de l'environnement qui donne la possibilité à la commune de définir des zones dans lesquelles tout occupant d'un local commercial visible depuis la rue ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

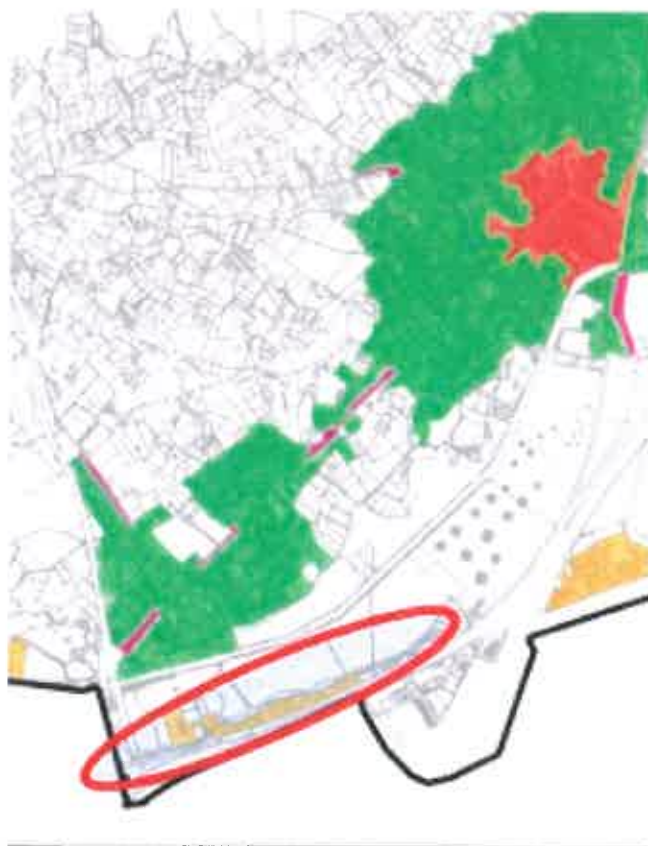
Avis des SE sur le Projet de RLP de Frontignan
Annexe 1



- Déplacement du panneau "agflo" et création d'une section de transition à 50 km/h hors agglomération.



Avis des SE sur le Projet de RLP de Frontignan
Annexe 2



■ zone de publicité n°3 : agglomération de moins de 10 000 habitants

Secteur classé en zone Nd au PLU



ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE

La zone N concerne notamment les espaces naturels et forestiers qu'il convient de protéger en raison de la qualité des milieux naturels, sites et des paysages qui les composent, de la prise en compte des risques naturels (inondation, feu de forêt,...), et qui recoupent ainsi des dispositions issues de la « loi littoral » représentées par des trames spécifiques sur le document graphique du règlement.

ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans tous les secteurs : les occupations et utilisations du sol suivantes peuvent être admises à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :



Avis des SE sur le Projet de RLP de Frontignan
Annexe 3 – Zonage publicité



- 1 Quai de Caramus
- 2 Quai JJ Rousseau
- 3 Quai des Joueurs

Avis des SE sur le Projet de RLP de Frontignan
Annexe 4 – ZP2 secteurs de sensibilité paysagère

Le zonage de la ZP2 destiné à la protection des secteurs de sensibilité paysagère ne permettra pas d'atteindre cet objectif si les parcelles non bâties bordant la route et incluses dans l'agglomération au titre du code de la route ne sont pas en ZP2.

